



Direction du logement et de l'habitat
Service d'administration d'immeubles

2014 DLH 1251 Location des propriétés communales 7, passage Brûlon et 10-10s, passage Driancourt (12e) à la RIVP-Bail emphytéotique.

PROJET DE DELIBERATION

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

Lors de la séance des 9 et 10 juillet 2012, le Conseil de Paris a approuvé le projet d'aménagement du secteur Brûlon-Citeaux portant sur les parcelles 3/5/7 passage Brûlon et 10 passage Driancourt (12e) et le lancement de la procédure de déclaration d'utilité publique pour l'acquisition de la parcelle 7 passage Brûlon ainsi que le demi-sol de voie 7/z passage Brûlon à usage de voirie.

Lors de la séance des 11 et 12 février 2013, le Conseil de Paris a approuvé la première tranche du programme portant réalisation par la RIVP, en réhabilitation et construction neuve, de 5 logements sociaux sur les parcelles 3/5 passage Brûlon, et la conclusion d'un bail emphytéotique portant location de ces parcelles. Le bail emphytéotique a été régularisé le 5 avril 2013.

La deuxième tranche de ce programme concerne les emprises suivantes :

- les parcelles cadastrées EY 28 et EY 114 situées 10 et 10s, passage Driancourt, d'une surface globale de 317 m², acquises par acte notarié du 2 décembre 2010, constituant un terrain libre d'occupation.
- une emprise de 158 m² supportant un hangar désaffecté, libre de toute occupation, à détacher de la parcelle 7 passage Brûlon, d'une surface de 199 m², cadastrée EY 29, acquise par ordonnance d'expropriation du 18 novembre 2013.

Je vous propose de m'autoriser, après division foncière, à conclure un bail emphytéotique portant location de ces emprises à la RIVP, qui souhaite réaliser un programme de logements sociaux ainsi qu'un équipement pour la petite enfance. Le détail de ce programme ainsi que ses conditions de financement seront soumis à votre assemblée lors de cette même séance.

Par avis du 21 octobre 2014, France Domaine estime que la valeur normale de marché pour le loyer capitalisé de ce bail est de 1 717 628 euros. S'agissant d'un projet de logement social, il rend un avis favorable au loyer proposé, soit 550 000 €.

La différence entre ce montant et la valeur de marché, soit 1 167 628 euros, figure parmi les dépenses déductibles du prélèvement sur les ressources des communes qui ne comptent pas 25 % de logements sociaux en application de l'article L 302-7 du code de la construction et de l'habitation.

Ce bail emphytéotique serait assorti des conditions essentielles suivantes :

- il prendrait effet à compter de la date de sa signature ou, si elle était plus tardive, à la date de remise de l'immeuble au bailleur social. Sa durée serait de 70 ans ;
- la RIVP prendrait la propriété dans l'état où elle se trouverait à la date d'effet de la location ;
- la RIVP renoncerait à demander toutes indemnités ou dommages intérêts en raison des défauts apparents ou cachés qui pourraient résulter de la nature du sol et du sous-sol ;
- la RIVP souffrirait des servitudes passives, apparentes ou occultes qui grèvent ou pourraient grever la propriété louée ; en sa qualité d'emphytéote, la RIVP bénéficierait des droits réels lui permettant notamment d'opérer sur la propriété tout changement, amélioration ou construction en application de l'article L.451-7 du code rural et de la pêche maritime ;
- à l'expiration du bail, de quelque manière que cette expiration se produise, la totalité des aménagements et équipements réalisés par la RIVP deviendrait, sans indemnité, propriété de la Ville de Paris ;
- pendant toute la durée de la location, la RIVP devrait assumer la charge de tous les travaux d'entretien et de grosses réparations, y compris ceux que l'article 606 du Code civil met d'ordinaire à la charge du propriétaire ;
- la RIVP serait autorisée à consentir et à renouveler des locations, y compris celles relevant des articles L.145-1 et suivants du code de commerce, pour une durée expirant au-delà de celle du bail emphytéotique. Les contrats de location ainsi conclus se poursuivraient dans les mêmes conditions au terme du bail emphytéotique, la Ville de Paris les reprenant et devenant bailleur direct des locataires de l'emphytéote ;
- le loyer capitalisé serait fixé à 550 000 euros et serait payable :
 - à hauteur de 10.000 euros dans un délai de deux jours ouvrés à compter de la signature de l'acte, par les comptabilités des notaires du bailleur et du preneur ;
 - pour le reliquat trois mois après la décision d'agrément prévue par les articles R 331-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation, et au plus tard deux ans après la date de signature du bail.
- à l'expiration du bail, l'immeuble devrait être rendu à la Ville de Paris en parfait état d'entretien et de réparations de toute nature ;
- dans l'hypothèse où la Ville de Paris serait amenée à aliéner sa propriété, un droit de préférence serait donné à la RIVP ;
- la RIVP devrait, en outre, acquitter pendant la durée du bail, les impôts et taxes de toute nature grevant ou pouvant grever la propriété ;
- tous les frais entraînés par la rédaction aussi bien que par la publicité du bail, et de ses avenants, qui seraient passés par devant notaire, seraient à la charge de la RIVP.

En conclusion, le projet de délibération soumis à votre Assemblée a pour objet de fixer les conditions de location des propriétés communales 7, passage Brûlon et 10/10s, passage Driancourt (12e) à la RIVP.

Je vous prie, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir en délibérer.

La Maire de Paris

2014 DLH 1251 Location des propriétés communales 7, passage Brûlon et 10-10s, passage Driancourt (12e) à la RIVP-Bail emphytéotique.

Le Conseil de Paris
siégeant en formation de Conseil Municipal

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2122-21 ;

Vu le Code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L.451-1 et suivants;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu la délibération du Conseil de Paris en date des 11 et 12 février 2013 autorisant la conclusion d'un bail emphytéotique avec la RIVP portant location des parcelles communales 3/5 passage Brûlon (12°) ;

Vu le bail emphytéotique régularisé le 5 avril 2013 ;

Vu le projet de délibération en date du _____ par lequel la Maire de Paris se propose de soumettre à son agrément les conditions de location à la RIVP des propriétés communales 7, passage Brûlon et 10-10s, passage Driancourt (12e) ;

Vu l'avis des services de France Domaine en date du 21 octobre 2014 ;

Vu l'avis de Mme la Maire du 12e arrondissement en date du _____

Vu l'avis du conseil du 12e arrondissement en date du _____

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT au nom de la 5^{ème} commission ;

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à déposer une déclaration préalable au titre des articles L 442-1 et suivants du Code de l'Urbanisme pour une division foncière de la parcelle EY 29 située 7, passage Brûlon (12e).

Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à conclure avec la RIVP, dont le siège social est situé au 13, avenue de la Porte d'Italie (13e), un bail à caractère emphytéotique portant location des emprises suivantes :

- parcelles cadastrées EY 28 et EY 114 situées 10 et 10s, passage Driancourt, d'une surface globale de 317 m² ;

- une emprise de 158 m², à détacher de la parcelle 7 passage Brûlon, d'une surface de 199 m², cadastrée EY 29.

La location sera assortie des conditions essentielles suivantes :

- le bail prendra effet à compter de la date de sa signature ou, si elle est plus tardive, à la date de remise de l'immeuble au bailleur social. Sa durée sera de 70 ans ;
- la RIVP prendra la propriété dans l'état où elle se trouvera à la date d'effet de la location ;
- la RIVP renoncera à demander toutes indemnités ou dommages intérêts en raison des défauts apparents ou cachés qui pourront résulter de la nature du sol et du sous-sol ;
- la RIVP souffrira des servitudes passives, apparentes ou occultes qui grèvent ou pourront grever la propriété louée ; en sa qualité d'emphytéote, la RIVP bénéficiera des droits réels lui permettant notamment d'opérer sur la propriété tout changement, amélioration ou construction en application de l'article L.451-7 du code rural et de la pêche maritime ;
- à l'expiration du bail, de quelque manière que cette expiration se produise, la totalité des aménagements et équipements réalisés par la RIVP deviendra, sans indemnité, propriété de la Ville de Paris ;
- pendant toute la durée de la location, la RIVP devra assumer la charge de tous les travaux d'entretien et de grosses réparations, y compris ceux que l'article 606 du Code Civil met d'ordinaire à la charge du propriétaire ;
- la RIVP sera autorisée à consentir et à renouveler des locations, y compris celles relevant des articles L.145-1 et suivants du code de commerce, pour une durée expirant au-delà de celle du bail emphytéotique. Les contrats de location ainsi conclus se poursuivront dans les mêmes conditions au terme du bail emphytéotique, la Ville de Paris les reprenant et devenant bailleur direct des locataires de l'emphytéote ;
- le loyer capitalisé sera fixé à 550 000 euros et sera payable :
 - à hauteur de 10.000 euros dans un délai de deux jours ouvrés à compter de la signature de l'acte, par les comptabilités des notaires du bailleur et du preneur ;
 - pour le reliquat trois mois après la décision d'agrément prévue par les articles R 331-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation, et au plus tard deux ans après la date de signature du bail.
- en fin de location, l'immeuble réalisé devra être rendu à la Ville de Paris en parfait état d'entretien et de réparations de toute nature ;
- dans l'hypothèse où la Ville de Paris serait amenée à aliéner sa propriété, un droit de préférence sera donné à la RIVP ;
- la RIVP devra, en outre, acquitter pendant la durée du bail, les impôts, taxes et charges de toute nature grevant ou pouvant grever la propriété ;
- tous les frais entraînés tant par la rédaction que par la publicité du bail, et de ses avenants, qui seront passés par devant notaire, seront à la charge de la RIVP ;

Article 3 : Cette recette sera inscrite sur le compte nature 758-1 fonction 70, centre financier 65-04, du budget municipal de fonctionnement pour les exercices 2014 et suivants.